l'unité 35
Journal de la Fédération du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine
ISSN : 0760 - 5404
N° 174 - OCTOBRE 2005 - 0,76 EURO

Les SOCIALISTES à la manif du 4 octobre

UNITÉ SPÉCIAL CONGRÈS

Motion 1 : page 2 et 3
Motion 2 : page 4 et 5
Motion 5 : pages 5 et 6
Motions 3 et 4 : page 8

MOTION 1

Socialistes pour réussir à gauche
Volonté - Vérité - Unité

« La gestion de la droite met l'Etat en faillite. Nous, socialistes, devons dire la vérité sur l'impôt. Nous ne pouvons pas être les champions de la réforme dans l'opposition et les gestionnaires de l'archaïsme au pouvoir. En toute clarté, la Motion 1 propose des réformes cohérentes, justes, ambitieuses et modernes ».

Edmond HERVE,
Maire de Rennes.

«Parce que le Parti Socialiste est certainement le plus démocratique des partis politiques français, c'est aux militants d'en choisir les orientations et leur vote doit être respecté. Pour porter l'alternative en 2007, nous devrons être unis, rassemblés et volontaires. Je fais confiance à François Hollande pour porter le parti vers la reconquête».

Rozenn GEFFROY,
Conseillère Générale
du canton de Plélan-le-Grand.

« Il est temps de dépasser les clivages pour se rassembler. Le Parti Socialiste n'est fort que dans l'unité ! »

Philippe TOURTELIER,
Député d'Ille-et-Vilaine.

« Après nos victoires de 2004, il nous faut nécessairement contribuer au redressement démocratique. Notre projet doit être audacieux, notre attitude doit être combative. Notre unité doit précéder le rassemblement de la gauche. Ainsi, comme en Bretagne en 2004, la France retrouvera le chemin de la volonté politique.»

Sylvie ROBERT,
Vice-Présidente du Conseil Régional.

Notre congrès doit placer le PS dans une dynamique de conquête avant les échéances du printemps 2007. Il doit répondre aux impatiences et aux souffrances des Français. Il doit être utile.

Nous sommes convaincus que la justice sociale est la solution et que la richesse réelle se fonde sur une égalité de destin.

Pour réussir, notre projet repose sur des principes simples. D'abord la volonté, parce que nous sommes le parti du mouvement et que nous refusons la fatalité. Ensuite la vérité, parce qu'elle est la clé de la confiance, la condition de la reconquête et de la transformation en profondeur de la société. La vérité, c'est aussi avoir le même discours, les mêmes pratiques, les mêmes ambitions, dans l'opposition comme au pouvoir. L'unité enfin, parce qu'elle est la force de la gauche. Elle est fondée sur la démocratie militante, le respect des diversités et des identités de chacun. Guidés par ces principes et face à la mondialisation libérale, nous voulons promouvoir un nouvel âge du socialisme, celui de la « mondialisation solidaire », démocratique et redistributive.

Pour cela nous avons besoin d'un Parti Socialiste fort, rénové, dans ses propositions comme dans ses pratiques, démocratique dans son fonctionnement. Et l'essentiel dans un parti démocratique, c'est bien le vote des militants qui doivent fixer les orientations politiques. Le respect du vote des militants et la clarté des engagements participent à la construction de notre bien le plus précieux : l'unité.

C'est cette unité qui nous permet d'affirmer notre identité et de nous rassembler. Divisés, nous n'avons aucune chance de rassembler la gauche puis les Français. Nous ne devons pas être sous la pression de nos partenaires. Nous devons élaborer nos propres propositions pour rassembler toutes les forces de gauche autour d'un contrat de gouvernement. La motion 1 fait des propositions concrètes autour de quatre axes : contrat social, républicain, citoyen, écologique.

Pour réunir les conditions d'une alternative à la droite, nous avons besoin d'une majorité solide pour le Parti Socialiste autour de François Hollande. Cette majorité doit se dégager dans la transparence et la clarté. Il appartient aujourd'hui aux militants de choisir.

Frédéric BOURCIER,
Premier Secrétaire Fédéral.

VENDREDI 4 NOVEMBRE À 20 H 30

Stéphane LE FOLL

Député Européen

Salle Archipel du Triangle à Rennes

Les premiers signataires

BOURCIER Frédéric,
Premier Secrétaire Fédéral ;
HERVÉ Edmond, Maire de Rennes ;
TOURENNE Jean-Louis, Pdt CG35 ;
TOURTELIER Philippe, Député

ABIVEN Yohann, R Centre ; AGAESSE Jean-Pierre, R Centre Sud ; ANDRÉ François, R Villejean ; ANDRO Gaëlle, BF – R Cleunay ; APETOH Gisèle, La Chapelle des Fougeretz ; APPÉRÉ Nathalie, Adjte Rennes ; ARRIVÉ Michel, sec Melesse-St Aubin ; BATT Agnès, R Nord Est ; BAUX François, sec La Richardais ; BAZIRE Yves, St Malo Sud ; BECHU Louis, Guipry ; BERCHOT Max, Plélan – Bréal ; BESSERVE Laurence, Betton ; BIANCO Joël, R Nord ; BONNIN Philippe, Maire Chartres ; BOUDET Serge, CR Fougères ; BOUÉ Patrick, sec Acigné ; BOURRIGUEN Loïc, Betton ; BRETONNET Jean-Luc, Betton ; BRETONNET Armelle, Betton ; BRIÉRO Lénaïc, R Centre Sud ; BRILLANT Alain, R Sud Est ; BROSILLON Stéphan, R Centre ; BUFFIÈRE Mireille, Vern sur Seiche ; CANO Georges, St-Jacques ; CANO Odette, St-Jacques ; CERTAIN Julien, Guipry ; CHAPUIS Jean Yves, R Centre ; CHARDONNET Hubert, R Sud Est ; CHATMI Ahmed, R Villejean ; CHEMILA Lucette, Melesse-St-Aubin ; CHESNAIS Loïg, sec Liffré ; CHOTARD Jean-Claude, Pipriac ; CLABÉ Marine, R Centre ; COIGNARD Jacques, sec Vitré ; COUDRON Rémi, sec Bruz ; COUET Emmanuel, CR-BF- St-Jacques; CROCHET Jacques, Vitré ; DANTON Emilienne, R Cleunay ; DARTOIS Alain, Chantepie ; DELAMARE Didier, St-Malo Sud ; DELAVEAU Daniel, Vice-pdt CG - St-Jacques-de-la-Lande; DELOFFRE Bertrand, Bruz ; DIVET Marcel, sec Guipry ; DUFOUR Didier, St-Malo Sud ; DURAND François, R Nord ; FAUCHEUX Jacques, Maire Fougères ; FERRY Maurice, R Centre-Sud ; FERRY Geneviève, R Centre-Sud; FISCHER Mickael, R Centre ; FILY Cécile, R Sud-Ouest ; FRASLIN Guy, Vice-pdt R Métropole - L'Hermitage; GABILLARD Martial, CG -R Nord ; GASSE Stephane, Plélan - Bréal ; GATTÉ Jean-Marc, R Centre-Sud ; GAUTIER Michel, Maire Betton; GEFFROY Rozenn, CG-BF - Plélan-Bréal ; GEFFROY Jean-Yves sec Plélan; GELOT Rémi, sec Vern ; GÉRARD François, sec Redon ; GÉRARD Jean-Yves, R Sud Ouest ; GÉRAUD Alain, R Centre ;

GERBAUD Guy, R Nord ; GERBAUD Colette, R Nord ; GRIMONPREZ Luc, Montauban-de-Bretagne ; GUERN Ernest, R Sud Est ; GUESDON Laurent, R Centre; GUILEMAUD-HARDY Philomène, Betton ; HAIGRON Jean-Claude, Maire Vern-sur-Seiche ; HAMON Gwenaëlle, Vice-Pdte Rennes-Metropole ; HARDY Jean-Claude, sec Betton ; HERAU André, sec Le Rheu ; HÉRY Philippe, sec Rennes Cleunay ; HEURTIN Pierre-Yves, R Centre ; HUBLOT Michelle, Liffré ; JAMEU Christophe, R Centre ; JOUHIER Guy, Maire d'Acigné ; JOULEAU Emmanuel, R Nord ; JULIEN Jean-Yves, sec La Chapelle ; KERMARREC Alain, Bruz ; LABORDERIE Pierre, Pacé ; LABROUSSE Jean-Pierre, Bruz ; LAINÉ Michel, St-Malo Sud ; LAINÉ Catherine, St-Malo Sud ; LANGLAIS Laurent, R Centre; LE BERRE Vincent, Plélan - Bréal; LE BRET Bernard, St-Jacques ; LE CALVEZ Pierre, sec Dol ; LE FAOU Eric, sec Dinard; LE GOFF Yvette, Liffré ; LE MENN Jacky, Vice-Pdt CG - St-Malo ; LE MENN Joëlle, St-Malo Sud ; LE POËZAT Annie, CR-Vitré ; LE ROUX David, R Centre ; LEBORGNE Henri, Plélan - Bréal; LEDET Jean-Pierre, Acigné ; LEDUC Bernard, R Sud-Est ; LEFRANÇOIS Roselyne, Adjte Rennes ; LELIÈVRE Maurice, Thorigné ; LEVESQUE Georges, Pipriac; LISSILLOUR Jean, sec Rennes Nord; LOUVEL Jean, R Sud-Est; LOUVEL Marie, R Sud-Est ; MAHO-DUHAMEL Vincent, sec Rennes Centre; MARÉCHAL Brigitte, Betton ; MARIE Anabel, R Centre; MARSAC Jean-René, CR-Redon; MARTIN Guy, Fougères; MARY Marie-Thérèse, sec Hedé ; MASSIOT Pierrick, 1er adjoint Rennes ; MASSOT Mireille, 1re vice-pdte CG ; MOISAN Albert, Betton ; MORDREL Louis, Betton ; MORDREL Claudine, Betton ; MOREAU Gérard, R Nord Est ; MORIN Bernard, R Sud Est; MORIN Evelyne, R Sud Est; MORIN Pierre, R Nord ; NICOLAS Armel, St-Jacques ; NORMAND Jean, Vice-Pdte CG ; ORIEUX Jean, R Nord ; ORTIS Olivier, St-Jacques ; PAVIOT Jean-Guy, sec Fougères ; PEINTURIER Jean, Rennes Sud-Est ; PELARD François, R Centre; PELLERIN Thierry, sec Chantepie; PENVERN Laurence, Adjte Maire Cancale; PIEL René, Betton ; PIROMALLI Amédée, Chantepie ; POIRIER Bernard, Mordelles ; POULAIN Olivier, R Centre ; POULIQUEN Louis, Chantepie ; PRAUD Jean-Yves, Melesse-St Aubin ; PUSSAT-MARSAC Monique, Redon ; RADOUL Michel, R Nord ; RAUX Jean R Nord-Est ; REBOURS Roger, sec Tinténiac ; REINE Alain, Acigné ; RIHET Jeannine, R Sud-Est ; ROBERT Sylvie, Vice-Pdte CR; ROUAUX Claudia, 1re Adjte Monfort; RUBION Louisette, Fougères; RUBION Jules, R Sud-Est ; RUBION Lucienne, R Sud-Est ; SABOURAUD Annette, R Nord ; SABOURAUD Olivier, R Nord ; SALLENT Joël, R Nord Est ; SEMERIL Sébastien, R Centre ; SIMON Luc, sec St-Jacques ; SOURIMANT Hubert, Thorigné; SZAWROWSKI Stephen, sec Combourg ; TASCON-MENNETRIER Clotilde, Vice-Pdte CG; TAUPIN Christian, Cesson Sévigné ; TEXIER Yann, St-Jacques ; THÉAUDIN Jocelyne, Liffré; THÉAUDIN Clément, Vice-Pdt CG - Maire Liffré ; TOUCHARD Danielle, R Nord Est ; TOUDIC Claudine, R Sud Est; TREGUER Yves, Betton ; VADILLO Maria, CR-Rennes; VALLÉE Roger, Acigné ; VEILLARD David, R Centre; YAMACHUI Françoise, R Nord-Est; YVERGNIAUX Alain, CR-BF-Betton.

« La nouvelle majorité que vous avez portée au Conseil Général s'emploie à conduire une vraie politique de gauche fondée sur nos valeurs communes. Au plan national, notre capacité de synthèse et de rassemblement est toute relative. Notre santé politique est fragile. Je le regrette et m'en inquiète.
Aussi, bien que

- n'ayant pas soutenu la motion majoritaire au dernier congrès
- n'ayant pas changé dans mes convictions profondes

il me paraît indispensable, sans renier mes orientations, de soutenir la motion 1, seule susceptible, à mes yeux, d'opérer le rassemblement attendu ».

Jean-Louis TOURENNE, *Président du Conseil Général.*

Relancer la construction européenne

La victoire du non n'a pas provoqué le choc bénéfique annoncé ni la renégociation du traité. Nous ne nous résignons pas. Nous travaillerons avec tous ceux qui partagent l'idéal d'une Europe démocratique, politique et sociale. Nous devons dépasser le clivage du 29 mai et retrouver une ambition pour l'Europe avec nos partenaires du Parti Socialiste Européen.

QUATRE CONTRATS POUR CHANGER LA FRANCE

UN CONTRAT SOCIAL

Il organisera un nouveau modèle de développement, qui assure la solidarité et vise à une société du plein emploi. Notre pays a besoin de croissance économique, condition de la baisse du chômage et du maintien d'un haut niveau de protection sociale.

UN CONTRAT RÉPUBLICAIN

Pour renouer avec le projet laïque, émancipateur et égalitaire de la République, il doit promouvoir l'égalité réelle, en finir avec le déterminisme des origines, proposer un grand projet pour l'Education, un plan logement et une politique des territoires.

UN CONTRAT CITOYEN

Vivre ensemble, c'est produire un projet de société qui fasse prévaloir les règles collectives sur le développement de l'individualisme, tout en garantissant à chacun : égalité, justice pour tous, sécurité par une politique de prévention.

UN CONTRAT ÉCOLOGIQUE

Il manifeste notre volonté de protéger les ressources de la planète et de favoriser les énergies durables et renouvelables. Nous avons la volonté de promouvoir un nouveau modèle de développement.

UN CALENDRIER

Nous proposons aux socialistes d'adopter un calendrier politique qui fixe clairement les étapes à franchir ensemble :

- Une Convention nationale pour préciser et adopter notre projet en mars 2006

- La désignation de nos candidats pour les élections législatives au printemps 2006

- La conclusion d'un contrat de gouvernement avec nos partenaires à la fin de l'été 2006 ;

- Le choix de notre candidat ou de notre candidate pour l'élection présidentielle en novembre 2006.

«J'ai toujours pensé que Lionel Jospin avait mené une vraie politique sociale et l'on peut d'ailleurs constater aujourd'hui ce qu'est une politique de droite. Je retrouve auprès des signataires de la Motion 1 une certaine continuité dans la politique du gouvernement Jospin et c'est la raison de mon soutien à François Hollande».

Claudia ROUAUX,
1re Adjointe au Maire de Montfort.

« Nous estimons que le vieillissement de la population doit être considéré comme une chance et pas comme un problème. Vivre mieux et plus longtemps est un progrès de société. La motion portée par François Hollande fait des propositions concrètes et réalistes, soucieuses du respect de l'Humain et des liens intergénérationnels ».

Jacky LE MENN,
Vice-Président du Conseil Général.

«Il nous faut miser plus que jamais sur les vertus de la sincérité et de la cohérence. Nous serons plus forts si nous respectons le vote des militants et leurs engagements. Soyons unis autour d'un projet de gauche.»

Mireille MASSOT,
Vice-Présidente du Conseil Général.

« La motion 1 propose une nouvelle vision solidaire de la mondialisation et une vraie vision européenne. Le nouveau contrat social républicain présente de nouveaux droits, responsabilise les acteurs et impose une participation citoyenne. »

Jean-René MARSAC,
Conseiller Régional.

Motion 2

RASSEMBLER À GAUCHE

Notre motion part du constat qu'il ne peut y avoir de victoire à la présidentielle sans un rassemblement de la Gauche. Il faut que notre programme soit véritablement socialiste pour éviter la dispersion au premier tour et permettre la dynamique au deuxième. Depuis 2002, nous savons que c'est la condition du succès.

Quelques points forts parmi d'autres :

- **Pouvoir d'achat :** la vie est devenue dure pour beaucoup de Français, y compris les classes moyennes. Nous devons nous engager à augmenter le SMIC jusqu'à 1500 euros en fin de législature et à revaloriser les retraites les plus modestes. Nous abrogerons les lois Fillon. La Sécurité Sociale sera financée sur les revenus et non plus sur les seuls salaires.

- **Logement :** il faut nous engager à plafonner les loyers et supprimer toutes les subventions d'équipement aux collectivités de plus de 3500 habitants refusant d'appliquer la loi qui les oblige à aller vers 20% minimum de logement social.

- **Respect des salariés :** nous abrogerons le contrat nouvel embauche et en liaison avec les partenaires sociaux nous élaborerons une grande loi sur la démocratie sociale.

Ces mesures qui donnent du pouvoir d'achat et rétablissent la confiance sont celles qui relanceront la croissance.

- **Education - recherche :** une loi de programmation remettra le budget de l'Education en numéro 1 et mettra en œuvre un grand plan Université 2010. Objectif fondamental : la recherche atteindra 3% du PIB.

- **Laïcité :** face au communautarisme de Sarkozy, nous instaurerons une charte qui rappellera les principes laïques dans tous les services publics, à l'hôpital et dans l'entreprise.

Ces mesures très claires, très lisibles, à gauche, parleront à notre électorat car elles correspondent à ses préoccupations. C'est ce que Laurent Fabius illustre en une formule : un emploi, un logement, un savoir.

Il faut aussi parler de l'Etat. Nous nous séparons nettement de ceux qui considèrent que l'Etat n'est « plus un outil adapté ». Nous croyons à la politique et à son outil essentiel : une puissance publique forte dans une démocratie revivifiée.

- **Les Services publics :** Nous ne devons pas renoncer quand c'est utile au contrôle public de grands secteurs. Nous stopperons la privatisation d'EDF et créerons un grand service public de l'eau. Egal accès à la santé : les jeunes médecins devront commencer leur carrière dans les territoires qui en sont dépourvus.

- **La Démocratie :** le renforcement des pouvoirs du Parlement et du Premier Ministre nécessitera une modification des règles constitutionnelles par un référendum dans les 6 premiers mois. Nous abrogerons les lois Raffarin sur la décentralisation et mettrons en place une réelle démocratie territoriale.

- **Le Parti :** Pour faire connaître ces propositions, il faut un parti dynamisé par des objectifs forts, en refusant la logique des concours de présidentiables à l'américaine, un parti où on ne montre personne du doigt, où on écoute les électeurs.

Les électeurs ont très fortement dit non au libéralisme à trois reprises.

Avril 2002 : Présidentielle. Ils n'ont pas perçu le programme suffisamment à gauche.
Mars 2004 : Régionales, cantonales : rejet brutal de la politique de Raffarin.
Mai 2005 : Référendum : refus massif d'un avenir guidé par un libéralisme mondialisé.

Au lieu d'un socialisme qui accompagne le libéralisme, il nous faut un socialisme de transformation. C'est pour cela que nos propositions sont à la fois nettement à gauche et crédibles.

Seul le rassemblement à gauche ramènera la confiance des électeurs.

FABIUS Laurent, MELENCHON Jean-Luc, VIDALIES Alain, BARTOLONE Claude, LIENEMANN Marie-Noëlle, WEBER Henri.
BOUCHERON Jean-Michel, ANDRIEUX Pascal, ANNEIX Christian, BAUDOUIN Vincent, BESNIER Thierry, BIGOT Yannick, BOISGONTIER Annick, BOSCALS DE REALS Edith, BOUVARD Dominique, CARDIN Françoise, CATHERINE Philippe, CHARPENTIER Patrick, CHEREL Robert, CHETAN Daniel, COULOMBEL Ludovic, DAVIAU Jacky, DAYOT Daniel, DEBARNOT Eric, DECQ CHARPENTIER Xavier, DEMAY André, de VILLELE Jean-Baptiste, du CHALARD Jean-Claude, EVANO Michel, FAVENNEC Katell, GARÇON Paule, GARÇON Pierre, GENETET Anne, GERARD Marie-Françoise, GIRON de la PENA Lilian, GLOANEC Martial, GRATCH Gérard, GUYOT Yves, HEREM Solange, HEREM Henri, HUON Jeannine, JAMET René, KERLAN Marie-France, LEBORGNE Patrick, LEFEUVRE Pascal, LEFRANC Sylvie, LERAY Benoît, LETRANCHANT Michèle, LORET Michel, LORIG Bernard, MICHEL Claude, MOAL Lionel, MONNIER Christine, OLLIVIER Pierre-Yves, PELLIARD Marie-France, PERISSE Daniel, PICARD Marie, PICAUT Jean-François, PLESTAN Albert, POEZEVARA Annick, POULAUD André, RAFFRAY Sylviane, RAZAFINDRAMANANA Fanja, RIBOT Christiane, RIBOT Francis, RIFFIER Françoise, RIOU Hélène, ROGEMONT Marcel, RONCIN Ghislaine, SAGRANGE Pascale, SIMON Hervé, SIRY Joël, SOUBESTRE Pierre, SOULABAILLE Juliette, SOULIER Patrick, TERRADE Armelle, TOXE Claude, VAUDON Jean-Yves…

Rejoignez nous ! **02 99 79 54 52 ou www.rassembleragauche.org**

Réunion de la motion 2 • VENDREDI 4 NOVEMBRE, à 20 h 30, avec HENRI WEBER • Maison Champ de Mars

MOTION 5

Nouveau Parti Socialiste
Pour une alternative socialiste

La France souffre et le peuple de gauche s'impatiente.

Lors du Congrès de Dijon, nous disions avec force et conviction que le 21 avril 2002 n'était pas un simple accident électoral dû à la seule dispersion des voix de gauche, mais à un malaise plus profond qui rongeait notre société.

Nous disions alors que les socialistes avaient à affronter 4 crises majeures : crise économique et sociale, crise institutionnelle, crise européenne, crise au sein du PS.

Le 29 mai 2005 est venu confirmer et amplifier le vote du 21 avril : notre pays est majoritairement à gauche, mais il exige des réponses claires à ses problèmes.

Aujourd'hui, la crise de régime est de plus en plus profonde. La crise économique et sociale ne fait que s'amplifier sous les coups de boutoir de la droite. La crise européenne est réelle, la crise interne du Parti chaque jour plus inquiétante.

Ce congrès doit proposer un projet qui redonne espoir et confiance aux Français. Il ne peut être le seul jeu d'appareil, un concours d'ambitions personnelles.

Notre motion définit les nouveaux outils de la transformation sociale. Mais nous ne voulons pas d'un projet qui fasse de la résignation un programme. Nous ne voulons pas rendre les armes avant même d'avoir mené les combats. Nous sommes pour un socialisme de reconquête.

Reconquête des espaces économiques et démocratiques abandonnés au libéralisme. Reconquête de notre base sociale traditionnelle avec laquelle, du 21 avril au 29 mai, le lien n'a pas été renoué. Reconquête des outils de l'action politique.

C'est ensemble que nous saurons redresser le parti pour construire un projet de gauche mobilisateur et conquérant.

I. - Repenser le socialisme face à la mondialisation.

Nous constatons 3 effets dévastateurs de la mondialisation libérale :
- une menace pour les démocraties car cette mondialisation ne supporte aucune forme de Droit qui entrave la concurrence du marché ;
- une concentration des richesses mondiales au profit d'une minorité (350 milliardaires possèdent autant que 45 % des habitants de la planète) ;
- une croissance inappropriée des richesses insoutenable pour la planète (chocs climatique, énergétique, démographique).

Notre ambition est de proposer de nouveaux outils de lutte pour soumettre l'économie au politique.
Nous voulons instaurer **un nouvel ordre démocratique et économique** (révision et soumission de l'OMC à l'ONU, conditionnalité sociale et environnementale des fournisseurs de l'Europe, marchés communs régionaux, taxe mondiale pour le développement, lutte contre la délinquance financière, élargissement du commerce équitable, soutenir les boycotts citoyens) à travers 2 concepts nouveaux : **l'Eco-croissance et les nouveaux Indicateurs de Développement Humain.** Ainsi, notre croissance a deux limites : les ressources de la planète (empreinte écologique), le développement humain n'est pas lié à l'accumulation de biens.

II. - Repenser le socialisme en Europe.

- Nous avons toujours voulu réaliser l'Europe politique pour une Union européenne démocratique : un gouvernement européen responsable devant les citoyens, révocable par un vote du Parlement doté d'un réel pouvoir législatif. Notre horizon, c'est la République européenne.
- **Nous voulons instaurer un nouvel ordre économique et social européen** en usant des outils interventionnistes :
  ~ les outils de la politique budgétaire monétaire : possibilité de lever l'impôt, recourir à l'emprunt, décider de programmes d'investissements (recherche, infrastructures), réforme du Pacte de Stabilité et de Croissance, euro au service de la croissance et de l'emploi, et non plus de la seule maîtrise de l'inflation, une Banque Centrale Européenne soumise à un contrôle démocratique.
  ~ les outils de l'harmonisation sociale : critères de convergence pour la mise en place progressive d'un SMIC européen, retrait de la directive Bolkestein sur les services, rejet de la directive Temps de travail, adoption d'une directive-cadre pour l'autonomie des services publics, réorientation de la PAC pour faire des agriculteurs les acteurs du développement durable.
  ~ les outils de contrôle du libre-échange destructeur tel qu'un tarif extérieur commun envers les marchandises produites dans les pays pratiquant le moins-disant social et environnemental pour lutter contre les délocalisations.

- Un nouveau Parti Socialiste Européen sera l'instrument de ce combat car il rassemblera les socialistes européens en leur permettant d'élaborer le projet socialiste et les programmes électoraux qui ne doivent plus relever des seules directions nationales.

III. - Retrouver la raison d'être du socialisme : agir pour les classes populaires.

Nous devons renouer avec notre base sociale naturelle. Notre projet est destiné principalement aux couches populaires, aux victimes de la mondialisation libérale. A ceux-là, nous devons redonner la conviction que leur bulletin de vote peut changer leur vie.

Une 6e RÉPUBLIQUE pour réconcilier le peuple avec ses dirigeants, réarmer le politique : restaurer la réalité de la représentation politique, une citoyenneté plus participante, recréer la délibération collective, responsabilité et contrôle des pouvoirs entre eux, un Premier ministre détenant seul les pouvoirs de gouvernement, un Président arbitre, un Parlement au pouvoir législatif efficient.

Une république sociale pour recréer l'Etat providence.

~ instaurer un ordre public salarial : loi sur la démocratie sociale dans l'entreprise, Pacte pour l'emploi, la justice sociale et la croissance qui redistribue la valeur ajoutée en faveur des salaires, hausse du SMIC, Conseil d'Orientation des Salaires ;

~ retrouver notre système de protection sociale qui rejette toute forme de privatisation (retraite, assurance maladie),

~ retrouver notre système de protection du travail refuser la flexibilité du travail, réduire le temps de travail, sanctionner tout profit qui ne va ni au travail ni à l'investissement et l'innovation, interdire les licenciements pour convenance boursière ;

~ refonder la solidarité nationale sur un impôt plus lisible et plus juste car réellement progressif : contribuer selon ses capacités et recevoir selon ses besoins, inciter ou dissuader les entreprises selon qu'elles favorisent le travail et l'investissement ou la capitalisation, taxer les transactions financières.

~ promouvoir un modèle rénové de services publics, instruments indispensables de l'accès aux droits des individus comme des grandes politiques publiques (aménagement du territoire, énergie, développement durable) ; l'Etat doit reprendre le pilotage des entreprises de services publics mais aussi de l'orientation industrielle pour enrayer la crise de l'Investissement (non à l'ouverture du capital d'EDF et de GDF).

Notre projet de société : émanciper.

Dans une société rongée par l'individualisme, le consumérisme et la montée des communautarismes, nous devons opposer un projet de société qui garantisse à chaque individu le libre exercice de ses droits, indépendamment de son sexe, de son orientation sexuelle, de son origine, de sa couleur de peau ou de sa religion. La droite française, Sarkozy en tête, n'élabore ses réponses qu'en recherchant la satisfaction clientéliste des revendications catégorielles.

Nous voulons au contraire construire l'égalité réelle entre les citoyens. Aussi, nous affirmons notre ambition universaliste dans la lutte contre les discriminations.

Le destinataire des droits et devoirs de la République est le citoyen. Son instrument c'est la laïcité qui par la tolérance et la neutralité reconnaît la diversité de ses composantes mais ne peut en faire la variable d'ajustement des droits et devoirs.

Réaffirmant ces principes, nous rejetons toute politique de quotas et de discrimination positive.

IV. - notre stratégie politique pour la rénovation de la gauche.

Les promesses oubliées de Dijon.

Des engagements avaient été pris au Congrès de Dijon : ancrage du PS dans la société, ouverture vers l'extérieur, majorité solide, direction solidaire. Il n'est pas inutile de les rappeler : une conférence militante annuelle chargée de veiller à l'application de l'orientation du Parti ; une convention nationale sur une «autre mondialisation» en lien avec les acteurs sociaux ; une convention nationale sur «la sécurité sociale professionnelle, l'emploi, la conférence sociale» en lien avec les partenaires sociaux. Ces engagements n'ont pas été tenus. Un grand objectif avait été affiché : doubler le nombre des militants. De Dijon au Mans, le nombre des adhérents aura baissé. Le principe du non cumul entre liste européenne et liste régionale avait été posé : il a été oublié. Une modification de l'organisation des travaux du Conseil national avait été proposée : elle n'a jamais vu le jour.

Bâtir le Nouveau Parti Socialiste

Pas de parti de la réforme sans réforme du parti : un parti populaire, de masse, fortement féminisé, rajeuni, immergé dans la société ; un parti de militants en campagne permanente, au fonctionnement plus démocratique : tels sont les objectifs à atteindre. En effet, le décalage entre notre base politique et notre base sociale se nourrit du caractère obsolète de nos pratiques militantes : un parti replié sur lui-même et ses procédures.

La rénovation du parti est un enjeu majeur, tout particulièrement pour exercer un rôle de contre-pouvoir utile lorsque nous sommes en responsabilité. Elle passe par des mesures simples et d'application immédiate : faciliter les adhésions, mettre en œuvre le principe " un homme, une voix, un mandat ", favoriser l'accès de tous aux responsabilités.

Une plate-forme commune pour la gauche rassemblée.

Il s'agit de recréer les dynamiques d'échanges, de débat et de mobilisation qui, même dans les difficultés, ont existé dans les années 1970. Les mouvements altermondialistes devront y être associés.

Une attitude claire dans le cadre du congrès.

Notre objectif, c'est le nouveau projet socialiste, et lui seul. Le temps viendra où seront désignés nos candidats aux élections législatives et présidentielle. Notre candidat c'est le projet.

Voilà notre démarche, elle est fondée sur notre crédibilité, notre enthousiasme et notre sincérité ; elle est garante de notre unité.

Les premiers signataires :

BOSCHEREL Elise, BESNIER Sylvaine (CF), BRUN Etienne (CF), BUI Gwenegan (CN), CHAPDELAINE Marie-Anne (BF), CLAUDOT Marc (CF), DESCHAMPS Emeline (BF), DUFFAUD Laurence (CM), GUYOT Daniel (CF), LAHAIS Tristan (CF), LE BOUGEANT Didier (CF), LEPAGE Corinne, LLAVORI Rodolphe (BF), MASSON Roger (CF), MOREL Cyrille (BF), PIROT Christine (CF), POPPE Stéphanie (CF), THOMAS Isabelle (BN).

Contacts :
Emeline DESCHAMPS : 06 77 01 31 39
Cyrille MOREL : 06 25 31 21 28
nps.as35@laposte.net

Mercredi 2 Novembre à 20 h 30

Maison du Champ de Mars à Rennes

RÉUNION PUBLIQUE

VINCENT PEILLON

Député Européen

MOTION 3

UTOPIA

En l'absence de représentant départemental, la motion 3 nous a fait parvenir ce texte :

Pour Utopia, l'enjeu de ce congrès est clair : il s'agit de donner un sens à notre action politique collective, de choisir la direction dans laquelle nous voulons que le Parti Socialiste s'engage, d'ouvrir des perspectives claires pour nos concitoyens.

Utopia propose un idéal et un projet forts, mobilisateurs, porteurs des valeurs humanistes et universelles qui fondent depuis toujours l'identité du Parti Socialiste.

Un constat inquiétant

ou les méfaits d'un capitalisme triomphant qui oublie l'homme.

Notre analyse de la société d'aujourd'hui nous amène à constater une triple aliénation :

Une aliénation au concept de croissance.

L'horizon indépassable de l'idéal socialiste serait-il réduit à guetter toutes les voies et moyens de faire augmenter à tout prix notre PIB, tout en tentant vainement d'en pallier les méfaits ?
Pour nous, notre parti doit clairement arrêter de faire de la croissance du PIB une religion qui conduit fatalement à une impasse écologique et idéologique.

Une aliénation à la société de consommation.

Notre société réduit la construction de notre identité et une partie de notre socialisation à la consommation. Tout désir est aujourd'hui transformé en besoin et l'Homme n'est appréhendé que dans sa dimension de producteur/consommateur. Il est urgent de sortir de cette spirale matérialiste.

Une aliénation à la «valeur» du travail.

Au cœur du système capitaliste, le travail salarié constitue aujourd'hui un lien social central au service d'une logique qui recherche avant tout le profit et la rentabilité. Nous pensons qu'il faut relativiser la place qu'il occupe en favorisant d'autres liens sociaux et en plaçant le citoyen au centre de notre projet politique.

Cette triple aliénation a des conséquences lourdes : dépendance au mode de pensée dominant, destruction de notre environnement naturel, appauvrissement des ressources pour les générations futures, recul de la démocratie.

Nous devons rompre avec la logique de ce capitalisme inhumain et destructeur et construire une société plus respectueuse des hommes et de leur avenir.

Pour nous, l'accroissement du niveau d'éducation et de santé de l'ensemble de la population, l'accès de tous à des services publics de qualité, la vitalité de la vie sociale et démocratique, la capacité à maîtriser la violence, la juste répartition des biens et des revenus, l'égalité entre les hommes et les femmes, le respect de l'environnement, l'accès de chacun à la sécurité économique, la qualité de vie… sont les bons indicateurs pour mesurer la richesse d'un pays.

Nous défendons le caractère diversifié des activités humaines, la nécessité de chacune d'elles et le fait que toutes sont une source d'enrichissement individuel et collectif.

Des propositions fortes

Pour une société fraternelle.

- **Pour un accès universel de tous les citoyens aux droits fondamentaux,** quel que soit leur statut (mise en place notamment d'une couverture maladie universelle).
- **Pour une nouvelle diminution légale du temps de travail à 32 heures** sur le modèle de la semaine de 4 jours.
- **Pour le développement de l'économie sociale et solidaire.**
- **Pour une refonte radicale de la démocratie sociale et pour de nouveaux droits pour les salariés** (réduction de l'échelle des salaires, instauration du principe de l'accord majoritaire, financement public des organisations syndicales…).
- **Pour une politique culturelle dynamique** soutenant la création et garantissant la pluralité des expressions.
- **Pour une école du «savoir être» et une école publique et laïque pour tous.**
- **Pour une démarche féministe** affichée.
- **Pour une Europe fédérale** s'inspirant du modèle scandinave.
- **Pour un alter-mondialisme ambitieux qui prône par exemple une** véritable souveraineté alimentaire.

Contact :
Site internet : www.utopia-terre.org
Adresse e-mail : contact@utopia-terre.org
UTOPIA BP 20016 - 75721 PARIS Cedex 15

MOTION 4

Pour un socialisme libéral : Vérité et action

En l'absence de réprésentant départemental, pourtant sollicitée par la Fédération le lundi 3 octobre, la motion 4 n'a pas adressé de texte à la Fédération.

Commission paritaire : 0505 P 10160 - **Dépôt légal :** N° 590 - Parti Socialiste, 45 bis, boulevard de la Liberté - 35000 RENNES
Directeur de la publication : Frédéric BOURCIER - **Responsable de la Rédaction :** Emeline DESCHAMPS - **Comité de lecture :** le Bureau Fédéral - Imprimerie Fédérale du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine